



Renouvellement urbain et espace(s) public(s)

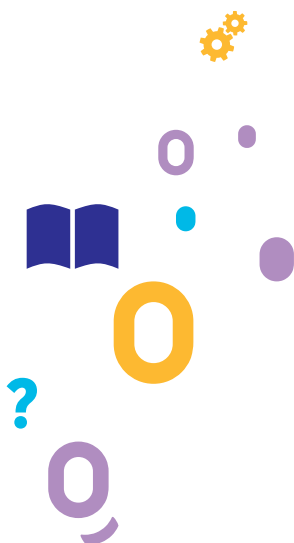
Édito

La question de l'espace public n'est pas un sujet facile à appréhender tant il est difficile de le définir de façon univoque. Ce terme recouvre des types d'espaces différents : rue, place, parc, jardin, parking, terrain vague... Il désigne aussi des statuts d'espaces différents où la frontière est parfois floue entre le public et le privé. Et puis, les usages en sont variés : ce sont des espaces de circulation, de stationnement, de jeu, de rencontre, de sociabilité mais aussi de conflits. Ces deux derniers points font écho à une définition formulée par Marie-Christine Jaillet, sociologue à l'université de Toulouse : « l'espace public est le lieu où le frottement social est possible ».

Cette définition permet de toucher du doigt plusieurs dimensions de l'espace public discutées au cours de la journée du 20 décembre 2017, que ce soit lors de la table ronde ou des ateliers.

Traiter de la question des espaces publics, c'est aussi s'intéresser à la qualité de vie, à la propreté, la sécurité ou le confort. Bref, cette notion se trouve au point de rencontre de différents enjeux - qu'ils soient gestionnaires, urbanistiques, sociaux ou politiques - enjeux qui sont d'ailleurs plus ou moins contradictoires.

Et ces contradictions se retrouvent à l'occasion des opérations de rénovation urbaine, dans lesquelles les espaces publics sont des lieux « exposés » : à travers les espaces publics et leur aménagement, s'expriment finalement l'image de la ville, la qualité et l'efficacité de l'action de la collectivité. Comme les participants ont pu le constater, le sujet n'est pas simple et c'est en toute modestie qu'il a été abordé lors de cette journée qui a laissé une large place aux témoignages d'acteurs de terrain qui sont au cœur des projets.



Les espaces publics dans les projets de renouvellement urbain

L'ESSENTIEL DE LA TABLE RONDE

Une des critiques adressées aux formes urbaines des quartiers de grands ensembles est la faible qualité du traitement des espaces publics. Face à ce constat, le premier programme de rénovation urbaine a fortement soutenu les initiatives visant à les requalifier afin d'améliorer le cadre de vie des habitants. Cet effort ne s'est pas démenti depuis l'annonce du NPNRU, qui insiste sur la requalification et la mise en valeur des espaces publics et espaces verts.

Pour autant, comment définir les espaces publics ? Parle-t-on d'espace public bâti ou vécu ? Qu'en est-il des espaces privés à usages publics ? Quelle place est laissée aux usagers dans leur conception et leur gestion ? Il s'agit de quelques-unes des questions qui ont été abordées lors du premier temps de cette journée.

LES INTERVENANTS

Cédric Boussuge et Marine Huët,

Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement

Nicolas Rochette et Quentin Vernet,

Grand projet de ville de Vaulx-en-Velin

Isabelle Chenevez,

InClusif

LES ANIMATEURS

Frédérique Bourgeois et Fabien Bressan,

Labo Cités



Une définition commune impossible ?

L'espace public est pluriel. Pour certains, il est le contraire de l'espace privé comme si une définition partagée était impossible à donner. En effet, il est à la fois un lieu aménagé qu'il faut gérer, avec des domanialités souvent floues entraînant des différences de traitement. Il peut être le socle de la ville, son premier élément visible et dans lequel on passe énormément de temps. Il est constitué de

matériaux, de surfaces, d'objets physiques qu'il faut concevoir, construire et entretenir, ce qui nécessite une information complète et partagée entre les différents intervenants (concepteurs, aménageurs, gestionnaires). Il doit pouvoir évoluer, s'adapter aux changements d'usage et à ceux inattendus. Il doit aussi être accueillant et donc accessible à un plus grand nombre, entretenu et sécurisant, même s'il semble impossible financièrement et structurellement de prendre en compte tous les besoins si différents et parfois contradictoires.

C'est également un espace de vie multiple qui se définit par ses usages et ses différentes formes d'appropriation. Tous les types de population sont susceptibles de s'y croiser, car ces lieux n'appartiennent à personne et en même temps à tout le monde, même si certains espaces sont segmentés ou inaccessibles. Les usages y sont donc variés, souvent partagés car même si l'on y est anonyme, des formes sociales (la foule, les connaissances, les passants) permettent de créer du collectif. Ainsi, dans ces lieux de coprésence et de partage, il existe un vaste champ des possibles.

Faire pour ou faire ensemble ?

Malgré ces multiples définitions, il semble qu'un point commun se dégage. Il n'est plus possible de concevoir les espaces publics à la place de ceux qui les vivent. Il faut donc développer les méthodes et outils qui permettent de faire participer. Le premier intérêt est qu'il est plus facile de définir les usages et pratiques actuels et souhaités en demandant directement aux usagers. Le second intérêt est que la participation des habitants dès la conception favorise une appropriation plus rapide et de meilleure qualité.

Néanmoins, ces nouvelles manières de faire posent questions. La première concerne la mobilisation. Il faut donner envie aux habitants de participer, alors que les formes habituelles de participation s'essouffent, moins par désintérêt que par des outils traditionnels qui affichent leurs limites. Il faut donc réinventer des méthodes qui favorisent « l'aller vers », utiliser l'espace public comme lieu d'expression du commun, ne pas sous-estimer la participation spontanée, s'adapter aux horaires et aux lieux familiers des habitants afin de toucher des populations absentes de la concertation (jeunes, personnes actives), faire appel à des compétences nouvelles (ex : l'assistance à maîtrise d'usage, l'apport de l'éducation populaire ou des pédagogies actives), faire varier les temps forts et les temps faibles sur la durée longue d'un projet, ne pas démarrer les dispositifs de concertation quand les projets sont déjà bouclés.

La deuxième question concerne le nécessaire changement des pratiques professionnelles. Si l'on veut introduire de nouvelles manières de faire la ville,

il faut que les professionnels évoluent : ne plus concevoir des aménagements physiques figés pour les vingt prochaines années mais faire en sorte qu'ils puissent être évolutifs. Pour s'adapter, les professionnels doivent acquérir de nouvelles pratiques communes : ne pas nécessairement construire le cahier des charges d'un marché public pour une entreprise extérieure mais définir ensemble ce qu'on souhaite et trouver les ressources locales pour produire ensemble ; créer de véritables outils partagés entre services techniques ; faire preuve de modestie, d'humilité et d'agilité dans la pratique professionnelle. Tout ceci est très difficile, notamment car les expériences sont récentes et qu'il faut faire bouger les lignes des institutions et accepter une forme d'inversion de la hiérarchie des valeurs. Mais les perspectives qui s'ouvrent semblent fondamentales pour l'avenir.

L'innovation comme levier d'action

Trois pistes d'actions innovantes permettent d'envisager des espaces publics futurs bien mieux adaptés aux usages réels.

La première concerne la gestion des temporalités. Souvent, les projets de renouvellement urbain sont longs, complexes, mobilisent beaucoup de partenaires. Pour les espaces publics, aménagés souvent à la fin, les temps d'attente sont très longs et peuvent se compter en années. Que faire de ces espaces d'attente, de ces contraintes liées au projet pour que ces espaces-là restent des lieux où il se passe des choses positives, dans lesquels les habitants peuvent être impliqués. L'enjeu concerne également les propriétaires, qui trouvent ici un moyen de sécuriser ces espaces vides et d'éviter certains risques et dérives. Ils peuvent donc être des opportunités de travail avec les habitants, en faire des signaux positifs, par exemple en faisant un pas de côté *via* l'expérimentation artistique ou culturelle. L'utilisation de l'urbanisme transitoire ou temporaire est ainsi de plus en plus fréquente pour éviter de laisser un espace en friche, même s'il faut être attentif à un juste équilibre entre l'éphémère et le durable pour ne pas tromper

les habitants et leur montrer que les sujets profonds ne sont pas oubliés.

La deuxième piste est celle du laisser faire. Si les acteurs de la ville s'accordent sur l'importance qu'un groupe social pratique un territoire et se l'approprie de manière



non exclusive, cela laisse la place aux aménagements physiques évolutifs, aux projets volontairement non-finalisés ouverts aux initiatives collectives citoyennes, aux espaces réversibles qui permettent l'adaptation aux demandes immédiates. Cela laisse également le champ libre à l'aménagement spontané : pratiques de végétalisation sans qu'on le demande aux habitants, piscines sauvages des jeunes lors des fortes chaleurs. Bien que cela pose des problèmes de réglementation, d'écologie, de respect de l'ordre public, il existe des pratiques intéressantes à observer car elles sont le reflet d'une ingéniosité qui peut être exploitée.

Enfin, dans un contexte de réduction des dépenses de l'action publique, il semble intéressant de mieux utiliser l'existant sans avoir l'idée de tout (re)créer à chaque fois, en faisant par acupuncture plutôt qu'avec des méthodes lourdes. Un des avantages est que ces interventions fines sont moins traumatisantes pour les habitants, beaucoup plus appropriables et qu'elles reconnaissent la valeur de l'histoire d'un quartier.

LES ATELIERS



INTERVENANTS

Bricologis et Pourquoi pas

Présentation du projet et échanges



⚙️ La place des habitants dans la gouvernance des projets d'aménagement

- ▶ Visite du local associatif et des projets réalisés sur l'espace public (ex. : four à pain).
- ▶ Présentation du projet associatif et échanges sur les risques et responsabilités des réalisations (sécurité, assurance) et sur la nécessité de la mutualisation des compétences entre associations.
- ▶ Travail collectif sur les éléments de méthodologie à proposer pour trouver une réelle place des habitants dans les projets. Le résultat : impulsion ; recueil des besoins (structuration) ; faisabilité (création d'un langage commun entre professionnels et profanes, intelligence collective, médiateur, volet juridique) ; arbitrage (chartes).

INTERVENANTS

Anciela

Présentation du projet et construction des conditions d'émergence des initiatives habitantes



⚙️ Accompagner les initiatives des habitants

- ▶ Visite et découverte de la « Maison pour agir » puis échanges autour de la mobilisation des habitants et de leur volonté d'agir avec l'association et des habitantes membres d'un collectif.
- ▶ Travail collectif sur les conditions d'émergence des initiatives habitantes. Le résultat :
 - l'intention : assumer une intention/orientation (par ex l'écologie).
 - méthodologie/cadre : aller vers ; partir des envies d'agir des personnes ; espaces de rencontre « prétextes » ; accompagnement (mais pas substitution aux habitants) ; personnes ressources / mise en réseau.
 - moyens : lieu à construire (comme à la maison) ; régularité ; adaptation à la temporalité/rythme des personnes.

⚙ Sensibilisation à la culture urbaine et architecturale

- ▶ Présentation par des enfants (entre 8 et 11 ans) des travaux faits pendant l'année et discussion avec le groupe d'adultes.
- ▶ Dans le cadre des activités périscolaires, un groupe d'une dizaine d'enfants d'une école de Vaulx-en-Velin, accompagné par de jeunes étudiants en architecture, ont réalisé des cartes et des plans de leur quartier et se sont projetés dans le projet de renouvellement urbain :
 - découverte du quartier et des lieux remarquables (constructions neuves, équipements publics, bâti à démolir, espaces à réinvestir)
 - rencontre avec des acteurs du quartier (GPV, association, école d'architecture...) autour des questions : qu'aimez-vous dans le quartier ? Qu'est-ce que vous n'aimez pas ? Que souhaiteriez-vous changer ?
 - expression sur leurs ressentis : décalage entre plans et réalités, description de ce qu'ils aiment ou pas, de ce qu'ils veulent changer

Outils utilisés : cartes sensibles, cartes mentales, photos, plans.

INTERVENANTS

Chic de l'archi et des enfants

Présentation de la démarche par et avec les enfants



INTERVENANTS

École Nationale des Travaux Publics de l'État

Présentation du dispositif puis expérimentation collective

⚙ Le dessous des cartes

- ▶ Présentation du contenu du cours le « Dessous des cartes », dont l'objectif est d'apprendre à tous comment lire une carte et savoir l'utiliser : représentation subjective du monde, d'un territoire, d'un espace public... valorisation de certains éléments particuliers du territoire vécu et du territoire d'intervention (attendus sociaux et culturels, symboles physiques ou immatériels).
- ▶ Présentation du travail de terrain des étudiants avec des groupes d'habitants de Vaulx-en-Velin : réalisation de cartes touristiques des quartiers en renouvellement urbain pour donner envie d'y aller et valoriser leurs atouts. Exemples :
 - avec un groupe de femmes du centre social, dont certaines ne savent pas lire, réalisation d'une carte des signes et logos dont elles se servent pour repérer les différents équipements. La carte est considérée comme « utile », d'autant plus qu'elle est exposée au centre social.
 - avec des jeunes, réalisation de cartes de la ville « invisible », de tout ce qui n'est pas écrit ou dit sur une ville ou un quartier : les frontières « sociales », la toponymie locale, les activités illicites (piscines improvisées, tags, etc.).
- ▶ Travail collectif d'expérimentation du cours : réalisation de cartes subjectives des espaces publics de Vaulx-en-Velin.

Synthèse de la journée

Le cycle d'échanges « Renouvellement urbain : nouveaux enjeux, nouvelles pratiques »

À l'heure où les protocoles de préfiguration du Nouveau programme de rénovation urbaine ont été engagés et où les premières conventions ont été signées, Labo Cités propose en 2017 et 2018 un cycle d'échanges basé sur la transmission des connaissances et le partage d'expériences à partir d'entrées thématiques.

**Journée 1 : 28 septembre 2017, à
Aix-les-Bains**

Renouvellement urbain et participation
citoyenne

**Journée 2 : 20 décembre 2017, à
Vaulx-en-Velin**

Renouvellement urbain et espace(s) public(s)

Journée 3 : 3 mai 2018, à Annonay

Renouvellement urbain et centres anciens

**Journée 4 : 2^{ème} semestre 2018, à
Clermont-Ferrand**

Relogement, démolition, politique de peuplement : comment gérer les temporalités ?

Rédaction

Frédérique BOURGEOIS, Labo Cités

Fabien BRESSAN, Labo Cités

Mise en page

Muriel SALORT et Fabien BRESSAN, Labo Cités

Conception graphique

Emma LIDBURY, Collectif Tadaa

Crédits photos

© David DESALEUX

Illustrations

Marion CLUZEL

Nous proposons une synthèse en trois points :

► 1^{er} point : il y aurait un besoin de trouver une définition commune de ce qu'est l'espace public au sein d'une multitude de termes comme l'accessibilité, les besoins, la propriété, la coprésence, le socle, le vécu, l'exclusion, l'usage, le ou les périmètres, les relations, les possibles, le partage, le croisement, le frottement, etc. Est-ce donc possible ? Et plutôt qu'une définition commune, le secret caché sous le dessous des cartes ne nous apprend-il pas plutôt qu'il serait plus aisé de créer une légende commune ?

► 2^{ème} point : il faut faire avec et non plus à la place de. Pour cela, il faut co-concevoir, co-construire, co-gérer. Ceci comporte au moins deux avantages :

- Mettre les mains dans la terre, ça ne coûte pas cher. Ou autrement dit, « le co...quelque-chose » serait-il une piste de réduction des coûts ?
- Faire ensemble favorise l'appropriation, ce qui semble un enjeu au moins aussi fort que ceux de la conception et de la gestion. Une appropriation diverse, multiple, plurielle, qui tendrait vers l'objectif impossible à atteindre de l'espace public pour tous.

► 3^{ème} point : pour pouvoir faire tout cela, il faut envisager une évolution des pratiques professionnelles qui implique l'adaptation, la malléabilité, l'indétermination, l'agilité voire le poil à gratter, tout en étant un véritable gestionnaire de la contradiction :

- le temps du quotidien versus le temps du projet
- l'humain *versus* le bâti
- la norme *versus* l'innovation (expérimentation, essai, incertitude, droit à l'erreur)
- la pérennité *versus* la réversibilité
- la « foulditude » de besoins différents (et parfois opposés) à satisfaire

Bref, ces compétences relèvent au moins autant de savoir-être que de savoir-faire, les premiers étant pourtant peu enseignés dans les formations universitaires. Et cela semble être une parfaite illustration du constat que les métiers évoluent et qu'en faisant preuve de modestie, les professionnels sont en capacité de s'adapter à tout type de contexte.



Pour aller plus loin

Espace(s) public(s) pour tous, l'impossible idéal ?

Les cahiers du Développement Social Urbain
n°67, premier semestre 2018

+ www.labo-cites.org

